

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°20 - 22 janvier au 25 février 2018

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. 1
Législation - Réglementation	p. 1 à 2
Normes - Labels - Démarches	p. 3 à 4
Matériaux - Produits - Techniques	p. 4 à 5
Outils - Méthodologies	p. 5 à 6
Économie - Incitations financières	p. 6 à 7
Immobilier	p. 7 à 9
Éducation - Formation - Documentation	p. 9 à 10
Réalisations	-
Professionnels - Entreprises	p. 10 à 11
Filières - Prestataires	p. 11
Bâtiment - Énergie	p. 12 à 13
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 13
Autres thèmes	p. 14 à 16

/// L'ACTU DES RÉGIONS EN BREF ///

France - Lyon accueillera la 7^{ème} édition du Congrès national du Bâtiment Durable, les 17 et 18 octobre 2018

> www.ville-amenagement-durable.org/Congres-National-du-Batiment-Durable-17-18-octobre-2018

Grand Est - Appel à contributions : ARCAD, LQE et energivie.pro, en collaboration avec l'AQC, sont à la recherche de systèmes de ventilation double flux décentralisés

> www.energivie.pro/content/appele-a-contribution-systemes-ventilation-double-flux-decentralises-0

Hauts-de-France - Le cd2e et l'ATEE organisent, le 26 mars 2018 à Douai, la journée technique du solaire en Hauts-de-France : « Focus sur l'autoconsommation dans l'industrie, le tertiaire, les territoires et le logement »

> www.cd2e.com/?q=journee-technique-solaire-hdf-mars2018

Nouvelle Aquitaine - Le Pôle Creahd vous invite les 14, 15 et 16 mars 2018 au « Village de l'innovation Aquibat by Creahd » organisé dans le cadre du salon Aquibat

> www.creahd.com/actualites/2018-01-17/village-innovation-aquibat-creahd-salon-aquibat

Pays de la Loire - Novabuild vous donne rendez-vous le 20 mars 2018 à Nantes pour débattre autour du thème « Massifier la rénovation énergétique grâce au futur carnet de suivi numérique ? »

> www.novabuild.fr/rendez-vous/table-ronde-massifier-renovation-energetique-grace-au-futur-carnet-suivi-numerique

/// SOMMAIRE ///

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

Le Plan Bâtiment Durable a publié son rapport d'activité 2017 - 25 janvier 2018

Dans son rapport d'activité, le Plan Bâtiment Durable dresse le panorama des actions déployées en 2017 par la filière du bâtiment et de l'immobilier durables. Une année extraordinairement riche et dont les changements institutionnels n'ont nullement ralenti l'action : préparation de la future réglementation environnementale, expérimentations autour de la massification de la rénovation, ouverture vers l'économie circulaire, développement de la plateforme MOOC Bâtiment Durable, accompagnement de la rénovation du parc tertiaire, etc.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/la-rapport-d-activite-2017-du-plan-batiment-est-a1202.html

A télécharger :

> **Rapport d'activité 2017 du Plan Bâtiment Durable** : www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/pbd_rapport_activite_2017_web.pdf

Réglementation thermique existant : mise à jour de la fiche d'application « Calcul de la valeur d'un bâtiment » avec les données 2018 - 29 janvier 2018

Pour déterminer quel volet de la réglementation thermique des bâtiments existants s'applique à une opération de rénovation, il convient de déterminer la part que représentent les travaux de réhabilitation réalisés par rapport à la valeur du bâtiment. Cette fiche d'application précise les modalités de calcul de la valeur d'un bâtiment et présente le calcul de cette valeur pour les bâtiments multi-usages.

Source :

> www.rt-batiment.fr/batiments-existants/rt-existant-globale/documents-dapplication.html#c203

A télécharger :

> **Fiche d'application « Calcul de la valeur d'un bâtiment »** : www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT_existant/fiches_applications/20180101_FA_calcul_de_la_valeur_d_un_batiment_RTExistant.pdf

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : l'UFC-Que Choisir dénonce un dispositif méconnu, complexe et aux résultats incertains - 16 février 2017

Selon les chiffres avancés par l'UFC-Que Choisir, 9 Français sur 10 ne connaissent pas ou ne comprennent pas le dispositif des CEE ; une méconnaissance également identifiée du côté des artisans. L'Association déplore par ailleurs un dispositif de plus en plus coûteux générant des inégalités entre les consommateurs. L'UFC-Que Choisir formule à ce titre toute une série de propositions qui, selon elle, permettrait d'améliorer le dispositif parmi lesquelles le renforcement de la transparence sur les prix des CEE, la mise en place de contrôles préalables de la part des fournisseurs sur l'éligibilité des travaux ou, bien encore, la création d'un bonus/malus basé sur la performance du logement en location afin d'inciter les bailleurs à réaliser des travaux d'économie d'énergie.

Ces critiques n'ont pas manqué de faire réagir les professionnels du secteur. Audrey Zermati, directrice stratégique du groupe Effy, un des plus gros acteurs du dispositif des CEE depuis 10 ans, estime au contraire qu'il s'agit d'un « *outil ingénieux de valorisation des économies d'énergie* ». Elle rappelle d'ailleurs qu'il a depuis été mis en place dans d'autres pays européens et que l'Allemagne s'y intéresse de près. De son côté, le président de la CAPEB conçoit qu'il faille rendre le dispositif plus lisible, mais estime cependant qu'il ne faut « *pas taper sur un dispositif qui marche et qui est utile* ».

Sources :

- > www.batiactu.com/edito/certificats-economie-energie--ne-tapons-sur-un-dispositif-52100.php
- > www.actu-environnement.com/ae/news/renovation-energetique-cee-ufc-que-choisir-critiques-30665.php4

Plan de rénovation énergétique : le Plan Bâtiment Durable livre 50 propositions destinées à améliorer ce plan et à favoriser la réussite du projet - 22 février 2018

Intitulé « Regards et propositions du Plan Bâtiment Durable : 50 propositions issues de la consultation », ce document de synthèse et les 50 propositions qu'il contient traduisent la perception que l'équipe permanente du Plan Bâtiment Durable retire de l'ensemble des réunions organisées dans le cadre de la consultation et de l'analyse des contributions reçues. Il a vocation à venir nourrir la version finale du Plan de rénovation qui sera présentée prochainement par les pouvoirs publics.

Source :

- > www.planbatimentdurable.fr/decouvrez-les-50-propositions-du-plan-batiment-a1209.html

A télécharger :

- > « **Regards et propositions du Plan Bâtiment Durable : 50 propositions issues de la consultation** » : www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/180222_-_contribution_pbd_plan_de_renovation_vf.pdf

Réglementation thermique 2012 (RT 2012) : des nouveautés en matière d'émissions mixtes de chauffage - 22 février 2018

Vient d'être publiée la première version de la fiche d'application sur les émissions mixtes de chauffage (dont les systèmes d'émission à air non gainés et les appareils indépendants de chauffage au bois). Cette fiche, qui sera applicable au 1^{er} janvier 2019, est la fusion des fiches d'application relatives aux émissions composites et aux poêles à bois. Ces deux dernières, qui restent applicables jusqu'au 31 décembre 2018, ont, quant à elles, été mises à jour au regard de la nouvelle fiche d'application. Une note explicative fait le point sur l'articulation entre ces trois fiches.

Source :

- > www.rt-batiment.fr/batiments-neufs/reglementation-thermique-2012/documents-dapplication.html

A télécharger :

- > « **Emissions mixtes de chauffage (dont systèmes d'émission à air non gainés et appareils indépendants de chauffage au bois)** » : www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT2012/fiches_applications/20180222_FA_systemes_emissions_mixtes_v1.0.pdf
- > **Note explicative sur l'articulation des fiches d'application « Prise en compte des appareils indépendants de chauffage à bois dans les maisons individuelles ou accolées », « Systèmes d'émission composites de chauffage » et « Émissions mixtes de chauffage (dont émission d'air brassé et poêles bois) » :** www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT2012/fiches_applications/Note_explicative_Fiches_d_application_publiees_le_22_fevrier_2018.pdf
- > « **Systèmes d'émission composites de chauffage** » : www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT2012/fiches_applications/20180222_FA_systemes_emissions_composites_v1.1.pdf
- > « **Prise en compte des appareils indépendants de chauffage à bois dans les maisons individuelles ou accolées** » : www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT2012/fiches_applications/20180222_FA_systemes_chauffage_bois_en_maison_individuelle_v1.2.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Certivéa lance le label « OsmoZ », premier label attestant d'une démarche transversale pour améliorer le bien-être des collaborateurs et la performance des organisations - Janvier 2018

Après « OsmoZ Mon Profil », outil de sensibilisation et d'autodiagnostic sur les démarches d'amélioration de la qualité de vie des bureaux, Certivéa lancera le 27 mars 2018 le label « OsmoZ ». Articulé autour de six enjeux sociétaux : santé environnementale, équilibre vie privée / vie professionnelle, hygiène de vie, fonctionnalités, démarche collaborative, communication et lien social, ce label attestera et valorisera les engagements en faveur de la qualité de vie (QVT). Il sera délivré après un audit effectué par un tiers externe indépendant.

Source :

> <https://osmoz.certivea.fr>

Ready2Services (R2S), le nouveau label du bâtiment communicant - 26 janvier 2018

Elaboré par la Smart Building Alliance avec l'aide de l'Alliance HQE-GBC et des organismes qui seront appelés à le certifier (Certivéa, Cerqual, Qualibat), ce nouveau label a pour objectif de distinguer les bâtiments connectés et communicants avec leur environnement, gage de qualité d'usage pour les occupants. Six axes sont traités :

1. Connexion performante entre les bâtiments et les réseaux extérieurs
2. Architecture de réseau IP dans le bâtiment qui permet la circulation facile de l'information
3. Définition précise des équipements et interfaces de communication installés dans le bâtiment
4. Sécurité numérique
5. Management responsable
6. Capacité de connectivité et de communication du bâtiment pour le développement de services

Au total, le label R2S comporte 60 exigences, dont 25 obligatoires pour obtenir le niveau minimum. Destiné à la construction neuve comme à la rénovation, il peut être accordé lors des phases conception, réalisation et exploitation.

Source :

> www.construction21.org/france/articles/fr/ready2services-le-nouveau-label-du-batiment-communicant.html

L'Observatoire BBC publie le bilan de la certification du 4^{ème} trimestre 2017 - 30 janvier 2018

A fin 2017, 96 opérations regroupant près de 2 800 logements sont concernées par une certification BEPOS-Effinergie 2013. Dans le secteur tertiaire, près de 500 000 m², soit 89 opérations, sont en cours de certification.

S'agissant des labels Effinergie 2017, 13 bâtiments, regroupant 325 logements, sont concernés. Deux bâtiments ont été livrés et certifiés (Maison Ecolocost et le projet Lowcal). Dans le secteur tertiaire, plus de 243 000 m² répartis sur 18 bâtiments se sont engagés dans une démarche de certification.

Le label Effinergie+ concerne, quant à lui, près de 1 000 opérations, soit plus de 45 100 logements. En 2017, près de 11 000 logements collectifs ont été concernés par une certification Effinergie+. Dans le secteur tertiaire, 2,4 millions de m² S_{RT} (194 opérations) sont en cours de certification Effinergie+.

Enfin, plus de 6,6 millions de m² de tertiaire, soit 1 000 opérations en France, sont concernés par une certification BBC-Effinergie. La construction basse consommation représente pour sa part plus de 682 000 logements répartis sur 66 600 opérations. En rénovation, près de 400 opérations, regroupant 3,37 millions de m², sont en cours de certification dans le secteur tertiaire. Près de 130 000 logements sont concernés par une rénovation basse consommation. Le secteur collectif concentre 98% des logements rénovés.

Source :

> www.effinergie.org/web/index.php/actualite-rss/2235-tableau-de-bord-de-la-certification-effinergie-4ieme-trimestre

A télécharger :

> « **Tableau de bord de la certification Effinergie - 4^{ème} trimestre 2017** » :
www.effinergie.org/web/images/attach/base_doc/2233/201712tableau-de-bord.pdf

La 3^{ème} version du référentiel NF Habitat - NF Habitat HQE est désormais disponible - 2 février 2018

Une nouvelle version du référentiel NF Habitat - NF Habitat HQE est entrée en vigueur le 1^{er} février 2018. Quatre nouvelles thématiques y sont notamment intégrées ou approfondies, couvrant les périmètres « construction » et « rénovation » : résilience des bâtiments, logements connectés, biodiversité et économie circulaire.

Source :

> www.construction21.org/france/articles/fr/nf-habitat-nf-habitat-hqe-passe-en-version-3-0.html

La démarche ÉcoQuartier concerne tous les types de projets neufs ou en rénovation, dans de grandes agglomérations comme dans des zones rurales, en France métropolitaine comme en Outre-Mer. L'objectif de cette démarche vise à l'aménagement du territoire en prenant en compte simultanément plusieurs enjeux majeurs : transports, énergie, bâtiments, modes de vie, mixité sociale, déchets, nature en ville, biodiversité, ..., tout en y associant les citoyens afin de s'orienter vers le bien-vivre ensemble. Le label ÉcoQuartier comporte 4 étapes correspondant aux différents stades du projet. Au démarrage de la phase d'étude du projet, l'étape (label) 1 marque l'engagement des porteurs du projet dans la démarche. L'étape (label) 2 accompagne le projet lorsque le chantier est engagé. L'étape (label) 3 correspond à l'ÉcoQuartier achevé. Enfin, trois ans après la livraison de l'opération et l'obtention du label 3, le label 4 vient récompenser un ÉcoQuartier vivant que les habitants ont su s'approprier. Les collectivités, les aménageurs et les citoyens porteurs d'un projet d'aménagement durable sont invités à candidater avant le 15 avril 2018 sur la plateforme www.ecoquartiers.logement.gouv.fr.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/ecoquartiers-lancement-de-la-6e-campagne-de-labellisation-35338889

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Vient de paraître : « Fiches pathologie bâtiment spécial Outre-Mer » - 4 décembre 2017

L'AQC et la Fondation Excellence SMA publient dix nouvelles « Fiches pathologie bâtiment » traitant des principales pathologies rencontrées dans les territoires d'Outre-Mer. La concomitance de sollicitations sévères (grande variété de géographie, climats variables au sein d'un même territoire, ...) et de principes constructifs spécifiques font que les pathologies s'y manifestent différemment. Ces nouvelles thématiques ont été développées et rédigées par des professionnels ultramarins, pour des professionnels ultramarins. Ces fiches établissent, sur la base de constats d'experts construction, les constats et diagnostics de pathologies, et développent les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour prévenir ces désordres.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3155

Mise en observation par la Commission Prévention Produits mis en œuvre (C2P) des « systèmes photovoltaïques intégrés en couverture ou en toiture et non-commercialisés en système complet » - 22 janvier 2018

Sont visés par cette mise en observation : les modules photovoltaïques rigides intégrés en couverture, les modules photovoltaïques rigides en sur-imposition de couverture de grands éléments et les films souples photovoltaïques sur revêtement en étanchéité. Différents procédés qui, s'ils ne sont pas vendus en systèmes complets, présentent un risque de sinistralité important selon l'AQC. L'Agence distingue deux types de désordres : des problèmes d'infiltration d'eau dus à des défauts dans la continuité du plan d'étanchéité et des dysfonctionnements électriques pouvant mener à des incendies, notamment en cas de formation d'un arc électrique à proximité de matériaux combustibles. Tous les produits et procédés des familles mentionnées sont donc concernés, même s'ils bénéficient d'un avis technique (Atec) ou d'un document technique d'application (DTA), à l'exception de ceux figurant sur la liste verte validée par la C2P.

Source :

> www.batiactu.com/edito/mise-sous-observation-photovoltaïque-integre-aqc-communique-51816.php

L'ADEME publie son avis sur « L'autoconsommation d'électricité d'origine photovoltaïque » - Février 2018

Dans cet avis, l'ADEME souligne le fort potentiel de l'autoconsommation d'origine photovoltaïque, notamment pour les toitures des professionnels, dont les besoins en consommation coïncident naturellement avec l'ensoleillement et la production solaire de l'installation. La forte appétence des consommateurs résidentiels pour ce nouveau mode de production d'énergie laisse également entrevoir un fort développement dans les années à venir, possible grâce au soutien mis en place par l'Etat pour les particuliers.

Source :

> www.ademe.fr/avis-lademe-lautoconsommation-delectricite-dorigine-photovoltaïque

Près de 7 Français sur 10 se disent très sensibles au caractère écologique de leur chauffage - 18 février 2018

Selon le dernier baromètre de l'association IPSOS/Via Séva, les Français se disent prêts à verdier fortement leur bouquet énergétique, en réduisant notamment la part du gaz naturel et de l'électricité. Si, pour près des trois quarts des interviewés, changer de moyen de chauffage n'est pas chose facile, ils sont pourtant 65% à déclarer être prêts à le faire. Une aspiration qui plébiscite majoritairement les modes de chauffage collectif avec une préférence, pour 45% des sondés, pour les réseaux de chaleur.

Source :

> www.enerzine.com/resultats-du-barometre-via-seva-quel-sera-le-chauffage-de-demain

A télécharger :

> « Baromètre de notoriété du chauffage par réseaux de chaleur » :
http://viaseva.org/wp-content/uploads/2018/02/Rapport-re%CC%81seau-de-chaleur_-2017.pdf

Vient de paraître : « Rapport de la Cour des Comptes sur les compteurs communicants Linky » - 20 février 2018

Selon un récent rapport de la Cour des Comptes sur les compteurs communicants Linky destiné à moderniser le dispositif de comptage de l'électricité, « *le système n'apportera pas les bénéfices annoncés en ce qui concerne la maîtrise de la demande d'énergie électrique* ». La Cour des Comptes demande donc à l'Etat de « *mettre en place un véritable pilotage du programme portant sur toutes ses composantes, et notamment la maîtrise de cette demande* ».

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/les-compteurs-communicants-linky-rapport-cour-des-comptes.html

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

Un nouvel outil pour estimer les emplois créés par les politiques de Transition écologique à l'échelle d'un territoire - Janvier 2018

Baptisé « TETE » pour Transition Ecologie Territoires Emplois, ce nouvel outil proposé par le réseau Action climat et l'ADEME permet d'effectuer une estimation des emplois créés à travers des politiques de Transition écologique à l'échelle d'un territoire pour chaque année d'ici à 2050.

Destiné principalement aux collectivités territoriales, associations locales, services déconcentrés de l'Etat, bureaux d'études, acteurs de la formation et de l'emploi, « TETE » permet de renforcer l'argumentaire des co-bénéficiaires en termes de création d'emplois en faveur d'une politique climat-énergie ambitieuse à l'échelle locale.

Se basant sur les données disponibles dans le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) ou tout autre travail de prospective énergétique, il peut être utilisé à tout type d'échelle territoriale (commune, bassin d'emplois, EPCI, département, région, France).

Source :

> <https://territoires-emplois.org>

Le Conseil national de l'Ordre des architectes met en ligne deux nouvelles fiches pour accompagner les architectes qui investissent le marché de la rénovation, l'une pour les petites copropriétés et l'autre pour les logements en territoires ultramarins - 23 janvier 2018

Ces deux fiches proposent un chemin de fer pour dresser rapidement le profil architectural, technique et énergétique d'une petite copropriété ou d'un logement situé en région ultramarine. La version ultramarine privilégie le confort d'été avec, entre autres, une évaluation de la ventilation naturelle ou de la porosité des façades.

Les données renseignées sur « l'orientation et la lumière », « la surface et l'habitabilité », « le confort énergétique » et les « éléments patrimoniaux » aideront ensuite l'architecte à réaliser le profil du bien assorti de propositions pour une rénovation intégrant qualité d'usage, confort énergétique et amélioration de la valeur patrimoniale.

Source :

> www.architectes.org/actualites/renovation-des-outils-pour-les-coproprietes-et-les-logements-ultramarins

Selon une étude de perception menée par Ipsos Public Affairs auprès de plus de 1 000 Français sur le mois de décembre 2017, le prototype de carnet numérique du logement proposé par Qualitel est perçu comme utile par 89% des utilisateurs ; ces derniers considérant par ailleurs qu'il s'agit d'une bonne initiative. Les répondants estiment, en effet, que cet outil aide à retrouver les papiers de son logement, facilite les démarches administratives liées au logement et simplifie la transmission des informations au nouvel acquéreur lors de la revente.

Les rubriques proposées par le prototype de Qualitel sont jugées utiles, claires, compréhensibles et facile à utiliser. Les utilisateurs ont notamment apprécié la carte d'identité du logement (descriptif détaillé : surface, nombre de pièces, type de chauffage, ...), les conseils et articles sur les travaux et la maintenance du logement, et l'estimation de la consommation d'énergie et l'agenda des événements.

Source :

> www.qualite-logement.org/actualites/les-actualites/carnet-numerique-du-logement-le-bilan.html

La maison ANFR, une application pour découvrir l'émission réelle d'ondes des objets du quotidien - Février 2018

A travers cette application, l'Agence Nationale des Fréquences propose à l'internaute de circuler entre les différentes pièces d'une maison et de constater l'émission réelle d'ondes de différents objets du quotidien.

Source :

> www.anfr.fr/controle-des-frequences/exposition-du-public-aux-ondes/la-maison-anfr/#menu2

Vient de paraître : « Guide à l'intention des paresseux qui veulent sauver la Planète » - Février 2018

Publié par l'ONU, ce guide recense les habitudes qui peuvent être mises en pratique par tout citoyen en matière de développement durable : limiter sa consommation de viande, éteindre les appareils en veille, prendre des douches courtes, favoriser les circuits courts, etc.

Source :

> www.un.org/sustainabledevelopment/fr/guide-pour-les-paresseux-qui-veulent-sauver-la-planete/

Coûts des projets de rénovation énergétique : l'association Hespul propose deux nouveaux outils de simulation - 13 février 2018

Le premier, Ecorenover (www.ecorenover.org), permet d'avoir une approche financière d'un projet de rénovation globale et performante ; en calculant le gain réalisé au bout de 20 ans tout en intégrant l'effort à effectuer en trésorerie au cours des premières années. Il permet également de visualiser l'impact des différents leviers, comme les aides financières, le montant du prêt, sa durée, etc.

Le second, Thermix (www.thermix.org), permet de comparer jusqu'à 4 systèmes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire dans le but de mettre en perspective l'investissement dans une solution d'énergie renouvelable ; en prenant en compte la taxe carbone, l'augmentation du prix des différentes sources d'énergie, fossiles et renouvelables, et l'impact environnemental des solutions étudiées.

Ces deux outils sont en libre accès sur internet.

Source :

> <http://batijournal.com/deux-outils-simuler-couts-projets-de-renovation-energetique/98391>

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

L'Alliance HQE-GBC publie le cadre de définition de l'économie circulaire pour le bâtiment : 15 leviers pour agir - 29 janvier 2018

Ce cadre de définition, co-signé par le ministère de la Transition écologique et solidaire, le ministère de la Cohésion des territoires, l'ADEME, le CSTB et l'Association OREE, doit faciliter la transversalité et inciter les différents intervenants à travailler ensemble.

Ce cadre de définition de l'économie circulaire n'est pas calé sur le déroulé type d'une opération (programme, conception, chantier, exploitation, ...).

Toutes les ambitions et tous les leviers sont transversaux aux différentes phases du projet :

- Optimisation territoriale des flux - Connaissance des gisements et potentialités, synergies, approvisionnement durable.
- Sobriété - Optimisation des besoins, conception durable, économie de la fonctionnalité.
- Allongement de la durée de vie - Pérennité des produits et équipements, évolutivité du bâtiment, approche en coût global.
- Création de ressources pour limiter les déchets - Démontabilité et déconstruction sélective, réemploi et réutilisation, recyclage.
- Management des parties prenantes - Sensibilisation, planification, RSE et évaluation.

Sources :

- > <http://batijournal.com/economie-circulaire-batiment-15-leviers-agir/98244>
- > www.hqegbc.org/publications/cadre-de-definition-de-leconomie-circulaire-dans-le-batiment/

« Changeons d'énergie » : un site pour faire la lumière sur l'électricité verte - 1^{er} février 2018

L'Observatoire de la consommation responsable « Mes Courses pour la Planète », soutenu par l'ADEME, lance le site « Changeons d'énergie » (www.changeonsdenergie.com). L'objectif est d'informer particuliers, entreprises et collectivités sur l'électricité d'origine renouvelable et les aider à faire leur choix de contrat en toute conscience.

Source :

- > <http://presse.ademe.fr/2018/02/changeons-denergie-un-site-pour-faire-la-lumiere-sur-lelectricite-verte.html>

Feuille de route de l'économie circulaire : le second volet mise sur l'éco-conception des produits - 9 février 2018

Pour développer la pratique de l'éco-conception des produits, le Gouvernement propose notamment le lancement d'Assises de l'éco-conception des emballages afin d'encourager la conception d'emballages biodégradables, compostables, biosourcés ou recyclables. Si, pour l'instant, le ministère mise sur la signature d'accords volontaires avec les entreprises pour encourager la pratique de l'éco-conception, la création d'un soutien économique ad-hoc, fiscal ou autre n'est pas exclu. L'Etat propose, en outre, de fixer des objectifs de réduction de consommation de matières par secteur/produit/équipement sous la forme d'engagements volontaires. La France pourrait également mettre en place un premier « Plan ressources France » selon une programmation pluriannuelle des ressources pour celles jugées les plus stratégiques.

Source :

- > www.actu-environnement.com/ae/news/economie-circulaire-ecoconception-plan-ressources-30630.php4

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

Mal-logement : la Fondation Abbé Pierre dénombre 2,7 millions de ménages touchés par le surpeuplement en France - 30 janvier 2018

La Fondation Abbé Pierre, qui reprend les chiffres de l'INSEE, dénombre au total 2,7 millions de ménages touchés par le surpeuplement (soit 8,6 millions de personnes), dont 218 000 en surpeuplement « accentué », c'est-à-dire habitant un logement où il manque au moins deux pièces au regard de la composition du ménage.

Ce phénomène, lié à la sur-occupation des logements, augmente année après année. Le taux de surpeuplement est ainsi passé de 14,7% à 15,9% entre 2006 et 2013 dans le logement collectif. La situation s'est particulièrement dégradée dans le secteur social où, sur les 4,8 millions de logements qui peuplent le parc HLM, 776 000 sont sur-occupés.

Source :

- > www.lemoniteur.fr/article/mal-logement-2-7-millions-de-menages-en-situation-de-surpeuplement-en-france-selon-la-fondation-abbe-35280010

L'Observatoire de l'Immobilier Durable (OID) publie le baromètre 2017 de la performance énergétique et environnementale des bâtiments tertiaires - 31 janvier 2018

D'après les chiffres du baromètre annuel de l'OID, l'indicateur 2017 de consommation énergétique surfacique en énergie primaire pour les bureaux se situe à 422 kWh_{ep}/m².an. A climat normal, les consommations énergétiques baissent ainsi de 2% par an depuis 2012 et sont en phase avec les objectifs de la loi relative à la Transition énergétique pour la Croissance verte. Les bâtiments de bureaux rénovés depuis 2008 et les bâtiments ayant une certification environnementale - en construction ou en rénovation - ont de meilleures performances énergétiques respectivement de 370 et 398 kWh_{ep}/m².an, soit une consommation inférieure de 12% à la consommation moyenne des bureaux.

Source :

> www.o-immobilierdurable.fr/hc_ressources/barometre-2017/

Pour quatre personnes sur cinq, le logement qu'elles occupent correspond totalement (9%) ou en grande partie (70%) à leurs besoins - 1^{er} février 2018

C'est ce que révèle une étude réalisée début 2018, par le cabinet Elabe pour le compte du Crédit Foncier, auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2 400 personnes. 85% des personnes interrogées considèrent leur habitation comme un cocon et un lieu de vie pour recevoir. Seuls 14% des Français décrivent un logement purement fonctionnel : « un lieu de passage, un toit sous lequel dormir ». Parmi les critères de choix de leur logement, les personnes interrogées citent : la charge mensuelle, le type d'habitation, l'état général, la surface totale, le nombre de pièces et l'exposition/la luminosité.

Concernant la localisation et l'environnement du logement, ils ajoutent la proximité aux lieux fréquentés et le calme. Les personnes interrogées déclarent, propriétaires et locataires confondus, consacrer près de 40% (38,4%) de leurs dépenses mensuelles au logement. Enfin, les dispositifs publics d'aide au logement, qui constituent un des facteurs qui expliquent le dynamisme immobilier des dernières années, sont largement connus des Français : 77% pour les aides au logement (APL) et 62% pour le Prêt à Taux Zéro (PTZ).

Source :

> <https://creditfoncier.com/radiographie-rapport-de-francais-a-logement/>

Les taux d'intérêts des crédits immobiliers ont commencé l'année 2018 par une légère hausse - 5 février 2018

Selon l'Observatoire Crédit Logement/CSA, les taux d'intérêt des crédits immobiliers accordés aux particuliers ont légèrement augmenté en janvier 2018 pour s'établir à 1,49% en moyenne (1,56% dans le neuf et 1,51% dans l'ancien). La durée moyenne des prêts accordés continue de doucement s'allonger pour s'établir à 218 mois en moyenne. A noter que, selon l'Observatoire des crédits aux ménages, la part des ménages détenant un crédit immobilier s'est redressée en 2017, passant à 47,8% (46,4% en 2016).

Sources :

> www.batiactu.com/edito/part-menages-detenant-un-credit-s-est-redresse-2017-51857.php

> www.batiactu.com/edito/credit-immobilier-legere-baisse-taux-interet-janvier-51973.php

Construire une maison est souvent source de conflits dans les couples - 13 février 2018

Selon une étude réalisée par Forumconstruire, 55,3% des personnes interrogées affirment que la construction de leur maison a généré des tensions dans leur couple. Si 40% déclarent que cela a provoqué seulement quelques accrochages avec leur conjoint, pour 15,3% les tensions ont été beaucoup plus sérieuses.

Source :

> www.batiactu.com/edito/construire-maison-est-souvent-source-conflit-dans-couples-52055.php

Logements neufs : au 4^{ème} trimestre 2017, les ventes reculent de 3,8% sur un an - 13 février 2018

Ce recul s'explique essentiellement par le plongeon du secteur de l'individuel (-12,9%) et du léger repli dans le collectif (-2,9%). Le nombre de ventes affiche des disparités selon les régions. En 2017, seules cinq régions ont connu un taux de croissance positif : la Bretagne (+7%), les Pays de la Loire (+5%), Auvergne-Rhône-Alpes (+6%), PACA (+6%), ainsi que le Grand Est (+3%). Les Hauts-de-France et la Normandie ont, quant à elles, connu un net recul avec -8% et -7%. Du côté des réservations, le nombre de logements réservés au 4^{ème} trimestre 2017 affiche un repli de 3,8% sur un an. Les mises en vente accusent elles aussi une très forte baisse au 4^{ème} trimestre 2017 : -13,2% par rapport à la même période un an plus tôt.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/logements-neufs-les-ventes-reculent-au-4eme-trimestre-2017-35331669

Annonces immobilières : plus de la moitié des agences ne respectent pas les règles - 14 février 2018

C'est ce que révèle une récente enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes générale (DGCCRF). Si la DGCCRF constate une « *volonté manifeste de la profession de se conformer à la réglementation* », elle note toutefois que le taux « *infractionnel attaché à ce secteur demeure très élevé* » (58% au 2nd semestre 2016, contre 76% en 2006). Les manquements relevés, principalement liés à des défauts d'information des consommateurs, ont donné lieu à 458 avertissements, 295 injonctions, 54 procès-verbaux pénaux et 37 procès-verbaux administratifs.

Source :

> www.batiactu.com/edito/annonces-immobilières-plus-moitié-ne-respectent-pas-52072.php

2017, année record pour les ventes de logements anciens - 22 février 2018

Favorisé par des taux d'intérêt très bas, le marché immobilier ancien a établi un nouveau record historique avec 968 000 ventes en 2017, soit 120 000 de plus que le précédent plus haut, enregistré l'année d'avant. Rapporté au stock de logements disponibles, qui augmente d'environ 1% par an, la proportion de ventes devient équivalente à celle du début des années 2000.

Source :

> www.batiactu.com/edito/2017-annee-record-ventes-logements-anciens-52164.php

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Vient de paraître : « La ventilation naturelle à la Réunion - 12 enseignements à connaître » - Décembre 2017

Un des axes majeurs de la construction performante à la Réunion est le recours à la ventilation naturelle pour garantir un bon confort thermique tout en évitant les consommations énergétiques liées à la climatisation. Ce rapport, élaboré avec le CAUE de la Réunion, présente les points de vigilance à connaître pour faire des choix de conception réalistes, fonctionnels et pérennes. Bien qu'issus de retours d'expériences exclusivement réunionnais, les enseignements présentés sont, pour la plupart, transposables aux autres territoires ultramarins bénéficiant d'un climat similaire.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3166

A télécharger :

> « La ventilation naturelle à la Réunion - 12 enseignements à connaître » :
www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2017-12/R-Rex-Ventilation-Naturelle-La-Reunion.pdf

« Tout savoir sur l'expérimentation E+C- » : le CSTB lance son premier MOOC - 31 janvier 2018

Comment le bâtiment de demain peut-il réduire sensiblement son empreinte environnementale et aller vers des constructions à énergie positive ? Pourquoi participer à cette expérimentation ? Qui peut s'engager dans cette démarche ? Quelles sont les exigences à respecter ? Quels sont les outils mis à disposition ? Autant de problématiques qui seront abordées dans le MOOC « Tout savoir sur l'expérimentation E+C- ».

Source :

> www.construction21.org/france/articles/fr/tout-savoir-sur-l-experimentation-e-c-le-cstb-lance-son-premier-mooc.html

Vient de paraître : « L'analyse du cycle de vie dans le bâtiment » - Février 2018

Ce guide du CSTB propose d'accompagner chaque acteur dans la compréhension de l'analyse du cycle de vie. Il aborde l'ensemble du sujet depuis la description de la méthode jusqu'à son application à un bâtiment. Par des exemples, des recommandations, des approfondissements sur des sujets techniques, il allie théorie et description de la pratique actuelle.

Source :

> <https://boutique.cstb.fr/livres/556-l-analyse-du-cycle-de-vie-dans-le-batiment-9782868916563.html>

Vient de paraître : « Conception de bureaux bioclimatiques » - 1^{er} février 2018

Pour accompagner les professionnels de la filière du génie climatique, Cegibat publie un guide pour la conception de bureaux bioclimatiques. De nombreuses informations techniques et pratiques sont illustrées par des exemples, schémas et graphiques pour comprendre les bases de la conception bioclimatique. Ce guide est composé de cinq chapitres :

1. Le premier aborde les généralités et évoque la notion de confort dans les bureaux.
2. Le deuxième chapitre est consacré à l'enveloppe.
3. Le guide traite ensuite de la question des systèmes comme les éclairages et leur optimisation, l'importance de la ventilation, le chauffage et le rafraîchissement, la gestion technique du bâtiment, etc.
4. Un quatrième chapitre porte sur les questions préalables lors de la conception jusqu'aux résultats.
5. Enfin, le dernier chapitre aborde la sociologie des organisations.

Source :

> www.batiactu.com/edito/conception-bureaux-bioclimatiques-detaillee-dans-un-51937.php

Vient de paraître : « Référentiel de compétences pour la maîtrise d'œuvre sur le sujet de la performance environnementale des bâtiments » - 13 février 2018

Proposé par le Programme PACTE en collaboration avec les organisations professionnelles représentant les trois grands métiers de la maîtrise d'œuvre (CNOA, UNSFA, CINOVA, SYNTEC, UNTEC), ce référentiel identifie les compétences liées à 20 situations professionnelles métiers et aux activités associées à ces situations.

Source :

> www.programmepacte.fr/actualites/130218-publication-dun-referentiel-de-competences-pour-la-maitrise-doeuvre

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Vient de paraître : « Les chiffres clés de l'artisanat 2017 » - 20 décembre 2017

Les chiffres clés de l'artisanat, proposés par la Direction générale des entreprises, présentent la synthèse des dernières statistiques disponibles sur l'artisanat : la dynamique entrepreneuriale, le poids économique de l'artisanat, l'emploi et le profil des artisans chefs d'entreprise.

Source :

> www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/chiffres-cles-l-artisanat

Défaillances d'entreprises : le BTP en tête des secteurs les plus touchés - 8 février 2018

Le BTP a cumulé près de 28% des défaillances d'entreprises enregistrées en 2017. Le chiffre de 14 768 défaillances place le secteur en tête des branches les plus touchées, selon les données de la compagnie d'informations financières Ellisphère. Toutefois, la reprise des carnets de commandes dans le BTP en 2017 a soutenu l'activité du secteur pour lequel la baisse des défaillances (-12,1%) est l'une des plus importantes enregistrées sur l'ensemble des secteurs d'activités.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/defaillances-d-entreprises-le-btp-le-plus-touche-et-le-plus-resilient-35321749

Créations d'entreprises : légère baisse dans le secteur de la construction - 13 février 2018

Le nombre de créations d'entreprises croît dans quasiment tous les secteurs, à l'exception de celui de la construction qui enregistre une légère baisse (-0,3%) en janvier 2018 par rapport à janvier 2017. Au total, 5 222 entreprises (micro-entreprises comprises) ont été créées en janvier 2018 dans le secteur de la construction.

Source :

> www.batiactu.com/edito/construction-tendance-a-baisse-creations-entreprises-52062.php

Le premier, dédié aux planchers à poutrelles et entrevous, traite de la mise en œuvre des planchers à poutrelles et entrevous dans les maisons individuelles ou bâtiments assimilés pour toutes destinations. Le second, dédié aux chauffe-eau thermodynamiques, traite de la mise en œuvre et de la mise en service des installations de chauffe-eau thermodynamiques destinées à la production d'eau chaude sanitaire en habitat individuel.

Sources :

- > <http://programmepacte.fr/planchers-poutrelles-et-entrevous-neuf-0>
- > <http://programmepacte.fr/chauffe-eau-thermodynamique>

Analyse du cycle de vie des bâtiments neufs : l'organisme de qualification de l'ingénierie (Opqibi) propose une nouvelle qualification - 15 février 2018

Cette qualification « Etude ACV bâtiments neufs (référentiel E+C-) » nécessite, d'une part, des moyens humains : une entreprise souhaitant être qualifiée devra disposer d'au moins un référent technique, technicien du bâtiment, disposant déjà d'une expérience professionnelle de 2 ans et ayant suivi une formation spécifique aux calculs ACV, couvrant notamment la maîtrise de la méthode du référentiel et celle du logiciel d'application utilisé ; d'autre part, des moyens matériels spécifiques dont le fameux logiciel de calcul validé : il sera en effet nécessaire pour être qualifié de fournir des justificatifs démontrant la date de dernière mise à jour. La société devra en outre prouver ses compétences par trois références sur les trois dernières années en présentant un Récapitulatif Standardisé Energie Environnement (RSEE) ou un rapport d'études détaillé. Des plans, justificatifs de surface de plancher et autres notes de synthèse rédigées à destination du maître d'ouvrage devront également être versés au dossier.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/analyse-cycle-vie-batiments-neufs-qualification-dediee-52092.php

Evaluation du dispositif « Reconnu garant de l'environnement » (RGE) : le CGEDD estime que le dispositif doit être maintenu et renforcée comme label de référence, à condition d'être amélioré - 27 février 2018

Les entreprises concernées par la rénovation énergétique et labellisées RGE permettent de répondre aux demandes des ménages en couvrant l'ensemble du territoire. Le dispositif laisse toutefois de côté les toutes petites entreprises. Le label permet aux ménages de bénéficier de certaines aides mais peu d'entre eux s'engagent dans une rénovation globale, faute de moyens nécessaires. Le choix d'une entreprise RGE n'est pas une condition suffisante pour garantir la qualité de l'exécution des travaux de rénovation énergétique. Enfin, l'objectif de montée en compétences des entreprises n'est que partiellement atteint.

Source :

- > www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-du-dispositif-reconnu-garant-de-l-a2483.html

A télécharger :

- > « Evaluation du dispositif RGE » : www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/011019-01_rapport_cle244184.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Production de matériaux de construction : l'année se termine sur une croissance annuelle proche de 2,5% pour les granulats et de 6% pour le béton prêt à l'emploi (BPE) - 1^{er} février 2018

Selon l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, les chiffres du 4^{ème} trimestre 2017 montrent un rebond de près de 4% de l'activité des granulats par rapport au trimestre précédent et de 3,5% au regard du dernier trimestre de 2016. Du côté du BPE, les volumes produits ont reculé de 5,2% par rapport à novembre 2017 mais sont restés supérieurs de 3,5% à ceux de décembre 2016. Entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2017, les livraisons ont grimpé de 3,5%, affichant même un rebond de 8,2% par rapport au 4^{ème} trimestre de 2016.

Source :

- > <http://batijournal.com/2017-a-marque-sortie-de-crise-materiaux/98276>

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Programme alsacien « Je rénove BBC » : 91% des ménages se disent assez voire très satisfaits du résultat final - 25 janvier 2017

C'est ce qu'il ressort des enquêtes réalisées par des chercheurs de l'université de Strasbourg, des sociologues de l'Institut européen pour la recherche sur l'énergie (Eifer) et du bureau Jean Francès avec l'appui d'EDF R&D. 83% des ménages se disent par ailleurs assez voire très satisfaits du travail des entreprises. Parmi les principales motivations exprimées, arrivent en tête l'amélioration du confort (75%) et la perspective d'économies d'énergie (70%), suivies de la protection de l'environnement (45%) considérée davantage comme un « effet secondaire positif » de la réhabilitation. Côté financier, les trois quarts des ménages du programme « JRBBBC » ont considéré que les formalités administratives pour percevoir les aides financières étaient globalement simples et claires. Le crédit d'impôt a été le plus sollicité (52% des cas) devant le prêt à taux zéro (41%) et les aides communales (20%).

Du côté des professionnels, les 15 acteurs interrogés ont mentionné quatre principaux points d'entrée à « JRBBBC » : leur sensibilité à la thématique de la rénovation énergétique, les conseils et le soutien de la filière, les demandes répétées de clients et, enfin, l'opportunité commerciale pur. Pour les artisans et les entreprises générales, le programme est perçu avant tout comme un outil les amenant à monter en compétences et à s'engager dans un processus d'amélioration de leurs pratiques. Chez les architectes, les retours d'expériences sont plus nuancés : certaines agences pointent un rôle positif du programme quand d'autres jugent superflus certains dispositifs comme le contrôle de leur travail *via* le test d'étanchéité à l'air. Pour les maîtres d'œuvre et bureaux d'études enfin, l'opinion est unanimement positive ; un ressenti lié principalement au fait que le programme permet à ces acteurs d'accéder à une position plus centrale et plus valorisée qu'à l'accoutumée.

Source :

> www.batiactu.com/edito/je-renove-bbc-consommateurs-et-professionnels-sont-51855.php

Vient de paraître : « Tableau de bord de la précarité énergétique 2017 » - Février 2018

Proposé par l'Observatoire national de la précarité énergétique, ce tableau de bord a pour vocation de rassembler les principaux indicateurs permettant de quantifier l'ampleur du sujet, de comprendre l'environnement et les effets de la précarité énergétique, de faire état des difficultés concrètes des ménages et de dresser un bilan des principaux dispositifs de lutte contre le phénomène.

Source :

> http://onpe.org/tableau_de_bord/le_tableau_de_bord_de_la_prekarite_energetique_2017

Les Français les plus modestes ont plus froid que les autres dans leur logement - 6 février 2018

Selon un récent baromètre réalisé par Qualitel, si 47% des Français disent avoir froid « parfois ou souvent » dans leur logement, ce taux grimpe à 57% dans les foyers disposant d'un revenu inférieur à 1 250 euros nets mensuels. A l'inverse, il descend à 39% dans les foyers gagnant plus de 3 000 euros. Les Français disposant de revenus modestes maintiennent en effet volontairement des températures basses afin de ne pas faire grimper leur facture énergétique. Ainsi, 60% des foyers modestes déclarent chauffer la pièce principale au-dessus de 20°C, contre 43% des foyers gagnant plus de 3 000 euros.

Source :

> www.batiactu.com/edito/logement-francais-modestes-ont-plus-froid-que-autres-51981.php

Travaux de rénovation énergétique : l'UFC-Que Choisir dénonce la recrudescence des litiges liés au démarchage abusif et frauduleux - 7 février 2018

L'association de consommateurs UFC-Que Choisir note, depuis 2016, une recrudescence des litiges en matière de travaux de rénovation énergétique. 29% des dossiers concernent des pratiques commerciales « trompeuses voire agressives » et 22% des obstacles au droit de rétractation de 14 jours permettant aux consommateurs de résilier leur contrat de vente, prévu par la loi Hamon. A l'issue de la livraison des travaux, 43% des dossiers dénoncent des opérations « bien moins rentables qu'annoncées ». L'association, qui dénonce « la complicité » des banques dans le déploiement des opérations de démarchage « adossées à des demandes de crédits », milite pour que les établissements bancaires ne puissent financer les travaux proposés lors d'un démarchage qu'à la condition que ces prestations aient été validées par un expert indépendant.

Source :

> www.batiactu.com/edito/renovation-energetique-plombee-par-couple-infernal-51991.php

Depuis le 5 décembre 2015, les grandes entreprises ont l'obligation de réaliser un audit énergétique. L'ADEME a été mandatée par le ministère en charge de l'Energie pour mettre à disposition une plateforme de recueil de ces audits. L'exploitation de la base de données de recueil des audits énergétiques obligatoires au 11 décembre 2017 est présentée de façon synthétique dans une brochure.

Sources :

> www.ademe.fr/bilan-2017-audits-energetiques-grandes-entreprises

Vient de paraître : « Précarité énergétique : comment mesurer la sensation de froid ? » - 23 février 2018

La sensation de froid dans son logement est un des indicateurs pertinents de précarité énergétique. Deux enquêtes permettent actuellement de la mesurer : l'enquête nationale sur le logement de l'INSEE et l'enquête santé et protection sociale de l'Irdes. Le baromètre d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) a repris les formulations de leurs questions pour tester les différences de mesures induites par ces formulations. Ainsi, la part des personnes qui déclarent avoir souffert du froid varie selon qu'on leur demande si elles ont souffert du froid sans plus de précision (15%) ou si elles en ont souffert « souvent » (12%). Les éléments d'explication de la sensation de froid observés dans le baromètre sont cohérents avec d'autres études. La présence de moisissures dans le logement est très corrélée avec la sensation de froid ; le niveau de vie l'est également. Le rôle d'autres facteurs est confirmé, comme le fait d'être locataire.

Source :

> www.precarite-energie.org/Etude-Precarite-energetique-comment-mesurer-la-sensation-de-froid.html

A télécharger :

> « Précarité énergétique : comment mesurer la sensation de froid ? » :
www.precarite-energie.org/IMG/pdf/comment_mesurer_la_sensation_de_froid_er-1053.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Exposition aux radiofréquences : une étude confirme les risques des téléphones portables sur la santé - 5 février 2018

Après dix ans d'études, les scientifiques du National Toxicology Program publient les premières conclusions de leurs travaux sur l'effet des radiofréquences des téléphones portables sur la santé. Selon les résultats de leurs travaux, menés sur des souris et des rats, une exposition élevée aux radiofréquences provoque chez les rongeurs des tumeurs dans les tissus entourant les nerfs des rats mâles. Les scientifiques notent également une augmentation des cardiomyopathies chez les rats mâles et femelles ainsi qu'un accroissement significatif du nombre de tumeurs dans d'autres organes, notamment le cerveau, la prostate, la glande pituitaire, les surrénales, le foie et le pancréas. Les données sont actuellement soumises à la revue critique par les pairs (peer review) en vue d'une parution définitive fin mars 2018.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/radiofrequence-telephone-risques-etude-30588.php4

Multi-expositions aux substances chimiques en milieu professionnel : l'outil MiXie de l'INRS propose de nouvelles fonctionnalités - 16 février 2018

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) a enrichi le catalogue de substances chimiques de l'outil MiXie - un outil permettant d'évaluer les effets toxicologiques de plusieurs substances chimiques, additifs ou non, à partir de données de mesures atmosphériques - de 144 nouvelles références. De nouvelles classes d'effets toxiques ont aussi été ajoutées afin de mieux identifier les perturbateurs endocriniens ou les sensibilisants notamment.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/risques-chimiques-mixie-inrs-30679.php4

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Vient de paraître « Mix de gaz 100% renouvelable en 2050 ? » - Janvier 2018

Cette étude de l'ADEME explore les conditions de la faisabilité technico-économique d'un système gazier en 2050 basé à 100% sur du gaz renouvelable. Ces travaux se sont appuyés sur le scénario énergétique ADEME 2035-2050 avec un niveau de demande finale en 2050 en gaz de réseau de l'ordre de 300 TWh contre 460 TWh aujourd'hui.

Les résultats, fondés sur des analyses de sensibilités et divers scénarios de mix de production de gaz renouvelable, montrent qu'il existe un gisement potentiel théorique de gaz renouvelable pouvant répondre à une demande énergétique réduite en 2050 pour un coût global du gaz compris entre 116 et 153 €/MWh.

Source :

> www.ademe.fr/mix-gaz-100-renouvelable-2050

A télécharger :

> « Mix de gaz 100% renouvelable en 2050 ? » :

www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/france-independante-mix-gaz-renouvelable-010503.pdf

Stratégie nationale bas-carbone : les premiers indicateurs ont été publiés - 22 janvier 2018

Le ministre de la Transition écologique et solidaire a annoncé la première publication des 184 indicateurs de suivi de la Stratégie nationale bas-carbone. Ces indicateurs situent, dans leur contexte, les trajectoires de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la France. A fin 2016, ils montrent que les politiques publiques en matière de transports, de bâtiments et de forêt-bois nécessitent des renforcements très substantiels pour atteindre l'ambition voulue.

Conformément aux engagements du Plan climat, la Stratégie nationale bas-carbone sera révisée durant l'année pour une nouvelle trajectoire. Le Gouvernement prévoit ainsi une augmentation accélérée du prix du carbone sur le quinquennat, la fin de la vente de véhicules émetteurs en 2040, et la fin des « passoires thermiques » en 10 ans avec 4 milliards d'euros dédiés à la rénovation énergétique, notamment grâce au prochain Plan de rénovation.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/strategie-nationale-bas-carbone-les-premiers-mauvais-indicateurs-publies-35271955

L'architecte Dominique Gauzin-Müller, l'urbaniste Philippe Madec et l'ingénieur Alain Bornarel publient un « Manifeste pour une frugalité heureuse » - 22 janvier 2018

Pour l'architecture et l'aménagement des territoires urbains et ruraux, une autre voie est possible : celle de la frugalité, cette démarche qui consiste à atteindre des objectifs élevés tout en économisant les ressources nécessaires. Par quel moyen ? Un emploi raisonné et raisonnable de matériaux et d'énergie, une conception ingénieuse et un refus du mode de consommation et de développement actuels. C'est ce pour quoi milite l'architecte Dominique Gauzin-Müller, l'urbaniste Philippe Madec et l'ingénieur Alain Bornarel.

Source :

> www.batiactu.com/edito/architectes-lancent-un-manifeste-frugalite-dans-construction-51809.php

Déchets de chantier : 85% des déchets et matériaux issus des chantiers du BTP, avant réemploi, proviennent des travaux publics en France - 23 janvier 2018

Selon les chiffres publiés par le Réseau des CERC, les déchets issus des travaux publics sont majoritairement composés de terres et matériaux meubles (62%), suivis par les graves et matériaux rocheux (13%), puis les mélanges de déchets et matériaux inertes (11%). Les installations spécialisées dans l'accueil de déchets et matériaux issus des chantiers BTP sont au nombre de 3 809 et sont inégalement réparties sur le territoire. Près de la moitié des déchets et matériaux accueillis dans ces installations sont constitués de terres et matériaux meubles non pollués (47%), suivis par les mélanges de déchets et matériaux inertes (19%), les graves et matériaux rocheux (10%), le béton (8%) et les déchets d'enrobés (7%). Le taux de recyclage, valorisation et réutilisation moyen des déchets et matériaux inertes accueillis par les installations spécialisées, s'établit à 76%.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/dechets-et-recyclage-du-btp-etude-cerc.html

A télécharger :

> « Déchets et recyclage du Bâtiment et des Travaux Publics en France : les contributions du Réseau des CERC » :

www.cerc-actu.com/upload/document/Dechets_et_recyclage_BTP_France.pdf

Vient de paraître : « L'urbanisme transitoire : optimisation foncière ou fabrique urbaine partagée ? » - 24 janvier 2018

L'urbanisme transitoire englobe toute initiative qui vise, sur des terrains ou bâtiments inoccupés, à réactiver la vie locale de façon provisoire, lorsque l'usage du site n'est pas déterminé ou que le projet urbain ou immobilier tarde à se réaliser. Ces projets se déploient depuis le début des années 2010 dans des cadres juridiques sécurisés, et ont fait peu à peu leur entrée dans la boîte à outils des acteurs de la ville, notamment des aménageurs.

Mais comment fonctionne-t-il ? Pour y répondre, l'IAU a analysé 69 projets franciliens, depuis 2012, et mené des entretiens avec leurs acteurs : occupants, aménageurs, collectivités. L'étude détaille ainsi les caractéristiques des sites occupés, des usages et espaces développés, des acteurs impliqués ; tout en précisant le cadre juridique et financier de ces occupations.

Elle revient également sur la manière dont ces projets influencent la fabrique urbaine : leur intégration à des stratégies urbaines, patrimoniales, sociales ; la façon dont ils informent la programmation des projets urbains futurs ; enfin, leur rôle dans la valorisation de la petite échelle dans les politiques urbaines.

Source :

> www.iau-idf.fr/savoir-faire/nos-travaux/edition/lurbanisme-transitoire.html

A télécharger :

> « L'urbanisme transitoire : optimisation foncière ou fabrique urbaine partagée ? » :
www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1427/UrbanismeTransitoire.pdf

Vient de paraître : « La conception participative dans l'habitat collectif » - 24 janvier 2018

La culture de la participation se diffuse-t-elle dans le monde de l'habitat, au-delà des cercles militants de l'habitat participatif ? A partir de ce questionnement, le sociologue Gaëtan Briseperrière a mené une étude de terrain, dans le cadre du troisième partenariat de recherche entre Leroy Merlin Source et l'ADEME. Sur la base de onze opérations étudiées, il s'avère que des pratiques se développent en phase de conception du bâti, aussi bien dans le neuf qu'en rénovation, et tout autant dans la promotion privée que dans le logement social. Mais quels sont les conditions et les effets de la participation des habitants aux côtés des professionnels dans ce temps spécifique de la conception ? Comment les professionnels composent-ils avec les habitants ?

Source :

> <http://leroymerlinsource.fr/savoirs-de-l-habitat/architecture-urbanisme/la-conception-participative-dans-l-habitat-collectif/>

A télécharger :

> « La conception participative dans l'habitat collectif » :
http://leroymerlinsource.fr/wp-content/uploads/2018/01/Synth%C3%A8se_rapport_conception_participative.pdf

Energies renouvelables : afin de faire baisser leur facture d'énergie, 84% des Français pourraient profiter de travaux de rénovation pour sauter le pas - 1^{er} février 2018

Selon le dernier baromètre annuel réalisé par Qualit'EnR et OpinionWay, les technologies les plus demandées seraient les panneaux photovoltaïques (14%), les chauffe-eau solaires et systèmes combinés chauffage/ECS (13%) ou les pompes à chaleur (10%). Des systèmes qui sont d'abord perçus comme respectueux de l'environnement mais également comme capables d'apporter de l'indépendance énergétique, du confort et des économies.

Source :

> www.batiactu.com/edito/francais-s-interessent-toujours-aux-energies-renouvelables-51932.php

Le Gouvernement lance 7 nouveaux appels à projets en faveur de la Transition écologique et énergétique - 9 février 2018

Ces appels à projets s'inscrivent dans l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » de la 3^{ème} période du Programme d'investissements d'avenir (PIA3), qui poursuit l'objectif d'augmenter le potentiel de croissance de l'économie française en soutenant les entreprises.

Ces appels à projets permettront d'apporter en 2018 et 2019 un soutien financier de 300 millions d'euros à des projets de recherche et développement d'excellence sur des thématiques d'avenir : bâtiments et îlots à haute performance environnementale ; économie circulaire et valorisation des déchets ; industrie éco-efficente ; réseaux énergétiques optimisés ; agriculture et industries agro-alimentaires éco-efficentes ; matériaux et chimie biosourcés ; biocarburants avancés ; énergies renouvelables ; mobilisation de la biomasse et production de nouvelles ressources.

Source :

> www.ademe.fr/actualites#actualite-230277

Dans une récente étude intitulée « Réflexion prospective sur une politique de réduction des nuisances sonores », le CGEDD appelle à une relance des politiques de réduction des nuisances sonores et formule dix recommandations dont plusieurs intéressent le BTP :

- L'intégration d'un « volet bruit » dans les plans locaux d'urbanisme (PLU). Ce volet comporterait un plan d'actions qui pourrait être assimilé au plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) exigé par l'Union européenne. Seraient par exemple précisées dans les règlements les limitations à la construction des logements ou des établissements accueillant des personnes sensibles dans les zones les plus exposées. Les cartes de bruit seraient en outre annexées aux PLU et intégrées dans le Géoportail de l'urbanisme.
- La définition d'orientations en matière d'aménagement urbain visant à intégrer le bruit comme une composante à part entière de la qualité de vie.
- L'intégration de la rénovation acoustique dans les démarches amorcées en matière de rénovation thermique de l'habitat et qui sont conduites au titre de la Transition énergétique d'une part, et dans les projets portés par l'Agence nationale de l'habitat d'autre part.
- La mobilisation et la formation de la filière du bâtiment sur la question du bruit, l'intégration plus régulière des acousticiens dans les équipes de maîtrise d'œuvre ou, bien encore, le développement d'un label sur le confort acoustique des logements.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/le-cgedd-veut-plus-de-bruit-dans-les-regles-d-urbanisme-et-de-construction-35333156

A télécharger :

> « Réflexion prospective sur une politique de réduction des nuisances sonores » :
www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/011057-01_rapport_cle2cd63a.pdf

/// SOMMAIRE ///

Les membres du réseau BEEP



Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR